

PRÉFET DES VOSGES
PREFET DE HAUTE SAONE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI DES
POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'Environnement

Arrêté interpréfectoral n°222/2012 du 9 FEV. 2012
portant

Demande de déclaration d'utilité publique :

- Des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux de la source de Marlinvaux (régularisation) ;
- Des périmètres de protection de la source de Marlinvaux et des ouvrages annexes ;

Demande de déclaration :

- De prélèvement d'eau souterraine de la source de Marlinvaux (régularisation) dans le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la nappe des Grès du Trias inférieur ;

Demande d'autorisation :

- De continuer à utiliser l'eau de la source de Marlinvaux pour la consommation humaine (régularisation) ;

pour l'alimentation du Syndicat des Eaux de Marlinvaux en eau destinée à la consommation humaine.

La Préfète des Vosges
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Le Préfet de la Haute-Saône
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L 214-1 à 6, L 215-13 et R 214-53 ;
- Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à 7 et R 1321-6 à 63 ;
- Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
- Vu le décret du Président de la République du 29 septembre 2011 portant nomination de Madame Marcelle PIERROT en qualité de préfète des Vosges ;

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX
Téléphone : 03 29 69 88 88 - Télécopie : 03 29 82 42 15

- Vu l'arrêté du préfet de la région Lorraine du 06 août 1996 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1630/2009 du 19/08/2009 qui définit le périmètre du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la nappe des Grès du Trias Inférieur qui inclut la commune de Godoncourt ;
- Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2408/2011 en date du 20 septembre 2011 portant ouverture d'une enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire et d'une enquête publique au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, qui se sont déroulées du 24 octobre au 10 novembre 2011 inclus à la mairie des communes de Godoncourt (88) et de Bousseraucourt (70) ;
- Vu la délibération du conseil syndical de Marlinvaux, en date du 17 avril 2003 ;
- Vu l'avis de l'Hydrogéologue Agréé, en date d'octobre 2005, relatif à la définition des périmètres de protection pour la source de Marlinvaux ainsi que pour les ouvrages annexes ;
- Vu les pièces du dossier soumis à cette enquête, notamment les plans des lieux et les états parcellaires situant les terrains ;
- Vu les avis des services consultés sur cette demande ;
- Vu l'avis favorable du commissaire-enquêteur pour l'enquête parcellaire et l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement en date du 28 novembre 2011 ;
- Vu le rapport en date du 9 décembre 2011 et le projet d'arrêté établis par la Délégation territoriale des Vosges de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;
- Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 24 janvier 2012 ;
- Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires Technologiques dans sa séance du 26 janvier 2012 ;

Considérant que les travaux de mise en conformité des ouvrages de captage et ouvrages annexes ainsi que la mise en place de périmètres et des mesures réglementaires de protection adaptées permettront de maintenir voire d'améliorer la qualité de l'eau ;

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du syndicat des eaux de Marlinvaux énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur les communes de Godoncourt (88) et de Bousseraucourt (70) ;

*Sur proposition des secrétaires généraux de la préfecture des Vosges et
de Haute-Saône,*

Arrêtent

SECTION 1 – Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de la source de Marlinvaux (régularisation au titre du code de l'environnement).

Article 1^{er}

Les travaux de dérivation des eaux de la source de Marlinvaux sont, au titre de régularisation, déclarés d'utilité publique en vertu de l'article L 215-13 du code de l'environnement.

SECTION 2 – Déclaration de prélèvement d'eau souterraine de la source de Marlinvaux (régularisation au titre du code de l'environnement).

Article 2 – Régularisation des ouvrages et prélèvement au titre du code de l'environnement

En vertu de l'article R 214-53 du Code de l'Environnement, les ouvrages et prélèvements suivants sont régularisés :

Captage	Débit moyen horaire m ³ /h	Débit journalier maximum autorisé m ³ /j	Débit annuel maximum autorisé m ³ /an	Débit réservé l/s
Source de Marlinvaux	6	200	43 000	1,67

Compte tenu des seuils de la nomenclature, la régularisation vaut déclaration au titre de l'article L 214-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Mesures de débits

Le syndicat des eaux de Marlinvaux doit installer des compteurs volumétriques, conformes aux normes en vigueur, dans un délai d'un an à compter de la date de la signature du présent arrêté.

Il tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportées les données suivantes :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine) ;
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes, ...) ;
- modifications d'installations.

Ce registre peut faire l'objet d'un contrôle et d'un visa des agents chargés de la police des eaux.

Un compte-rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte-rendu fournit les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé ;
- volume journalier maximum prélevé ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;

- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu peut être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

SECTION 3 – Autorisation de continuer à utiliser les eaux souterraines en vue de la consommation humaine.

Article 4 – Autorisation d'utiliser l'eau à des fins de consommation humaine

Le syndicat des eaux de Marlinvaux est autorisé, à titre de régularisation, à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la source de Marlinvaux dans le respect des modalités suivantes :

4.1 – Conception et entretien du réseau de distribution

Les ouvrages servant à la production et la distribution de l'eau sont conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur,

4.2 – Traitement de l'eau

Les eaux brutes font l'objet d'un traitement de désinfection afin de permettre d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire qu'elles soient physico-chimiques ou microbiologiques. Ces traitements sont agréés par le ministère chargé de la santé.

4.3 – Surveillance de la qualité de l'eau par l'exploitant

Le syndicat des eaux de Marlinvaux est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dont il a la responsabilité. Il veille notamment à la protection de ses ressources ainsi qu'au bon fonctionnement de ses installations de production et de distribution d'eau. Un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre doit être tenu par l'exploitant.

4.4 – Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau s'effectue selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, des analyses complémentaires peuvent être prescrites. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de l'exploitant.

SECTION 4 – Déclaration d'utilité publique des périmètres de protection

Article 5 – Sont déclarés d'utilité publique, les périmètres de protection de la source de Marlinvaux et des ouvrages annexes, ainsi que les travaux qui s'y rapportent.

Ils sont établis, conformément aux annexes I à VII du présent arrêté et comprennent :

- Trois périmètres de protection immédiate :

- un pour la source de Marlinvaux,
- un pour la station de refoulement,
- un pour le réservoir.

- Un périmètre de protection rapprochée :

Pour la source de Marlinvaux.

Le référencement et la localisation de la source de Marlinvaux et des ouvrages annexes sont précisés dans les tableaux suivants :

Ouvrage	Indice Minier	N° de parcelle	Section	Commune d'implantation
Source de Marlinvaux	03742X0019	116	ZH	GODONCOURT

Ouvrages annexes	Capacité de stockage	N° de parcelles	Sections	Commune d'implantation
Station de refoulement	50 m ³	31	ZA	BOUSSERAUCOURT
Réservoir	200 m ³	22	ZE	BOUSSERAUCOURT

Ces périmètres sont soumis aux dispositions de la réglementation générale et doivent satisfaire aux prescriptions spécifiques suivantes :

Article 6 – Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate ont pour fonction d'empêcher la détérioration des ouvrages de prélèvements, de traitement ou de stockage ainsi que d'éviter que des déversements ou des infiltrations de substances polluantes ne se produisent à l'intérieur ou à proximité des ouvrages.

6.1 – Définition

Les périmètres de protection immédiate de la source de Marlinvaux et des ouvrages annexes, sont définis sur les plans et l'état parcellaire joints au présent arrêté.

6.2 – Prescriptions

Propriété des terrains

Les terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate sont acquis en pleine propriété par le syndicat intercommunal des eaux de Marlinvaux et le restent.

Délimitation des terrains

Une clôture est mise en place en limite des périmètres de protection immédiate ainsi définis avec portails d'accès, de manière à interdire l'accès aux ouvrages de prélèvement, tant aux gros animaux qu'aux personnes non autorisées.

Aménagement et entretien des terrains

- Il convient de procéder avant tout à l'abattage des arbres inclus dans les emprises protégées, afin d'éviter les risques d'introduction des racines dans les conduites.
- Toute activité, construction ou installation, tout dépôt et aménagement de toute nature est interdit à l'exception de ceux nécessaires à l'exploitation et à l'entretien et de ainsi que l'emploi de produits chimiques (type phytosanitaires ou pesticides).
- Toutes dispositions nécessaires sont prises pour éviter que les eaux superficielles ne stagnent sur les emprises protégées, soit en les empêchant de pénétrer sur les emprises protégées soit en facilitant leur transit.
- Les emprises protégées sont nettoyées (débroussaillage) au moins deux fois chaque année. Les herbes sont évacuées coupées en dehors des périmètres de protection immédiate, à plus de 100 mètres de ceux-ci, éventuellement en déchetterie (déchets verts) ou en station de compostage.

6.3 – Travaux de mise en conformité

- Sur la source

Nom de l'ouvrage	Travaux de mise en conformité à réaliser
Source Marlinvaux	Placer un portail cadénassé sur le côté sud du périmètre ; Poser un clapet anti-retour au trop plein ; Mettre en place un système de vidange ; Ravaler les parois extérieures de la chambre de captage ; Curer le fond de la chambre de captage ; Pose d'un compteur d'eau.

- Sur les ouvrages annexes

Nom des ouvrages	Travaux de mise en conformité à réaliser
Station de refoulement	Changer la grille d'aération du bâtiment ; Poser un clapet anti-retour au trop plein dont l'exutoire sera nettoyé ; Refaire la clôture ;

	Edifier une bordure en pierres à partir du poteau électrique ; Installer un système de désinfection permanent de l'eau ; Pose d'un compteur d'eau.
Réservoir	Rénover les parois extérieures ; Remplacer les grilles par des pavés en verre ; Installer un clapet anti-retour au trop plein ; Poser une grille à mailles fines aux bouches d'aération ; Pose d'un compteur d'eau.

6.4. Pose de panneaux

le syndicat des eaux de Marlinvaux, maître d'ouvrage, devra installer aux environs des panneaux destinés à sensibiliser le public aux problèmes de protection des eaux.

Article 7 – Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée de la source de Marlinvaux est établi pour protéger le point d'eau vis-à-vis de la migration de substances polluantes.

7.1 – Définition

Le périmètre de protection rapprochée est défini sur les plans et l'état parcellaire joints au présent arrêté.

7.2 – Prescriptions

Les prescriptions, interdictions et servitudes, sont reprises ci-après :

	Est interdit	Est réglementé
<i>En ce qui concerne les travaux souterrains,</i>	<ul style="list-style-type: none"> - La création de forages, de puits ou de captages de sources, à l'exception de ceux nécessaires pour le syndicat des eaux de Marlinvaux à des fins de prélèvement d'eau potable et sous réserve de l'avis favorable d'un hydrogéologue agréé recueilli au préalable sur le projet. - La création de sondages ou de forages dans le but de faire de la géothermie horizontale ou verticale que ce soit avec prélèvement en nappe, ou pour la mise en place de sondes verticales. - L'ouverture, l'exploitation ou la reprise d'exploitation de carrières à ciel ouvert ou souterraines et de gravières, leur remblaiement sauf avec des matériaux d'origine géologique identique. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture de fouilles, tranchées,

	Est interdit	Est réglementé
	<ul style="list-style-type: none"> - L'ouverture d'excavations, de fouilles, de tranchées de plus de 2 mètres de profondeur, sauf pour le passage de conduites étanches d'adduction d'eau potable et d'assainissement. Celles-ci seront subordonnées à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles. Le remblaiement se fait à l'aide de matériaux d'origine géologique identique, naturels et inertes. - La création ou l'agrandissement de mares ou d'étangs. 	excavations de moins de 2 mètres de profondeur. Leur remblaiement est réalisé à l'aide de matériaux d'origine géologique identique, naturels et inertes.
<i>En ce qui concerne le passage de canalisation, le stockage et le dépôt de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,</i>	<ul style="list-style-type: none"> - L'installation de dépôts, de stockages et de canalisations de transfert de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, qu'ils soient solides, liquides ou gazeux, d'origine chimique, minérale ou organique y compris ceux liés aux activités agricoles ou à l'exploitation des bois (stockages d'engrais, produits phytosanitaires, ensilages, lisiers, fumiers, purins, etc...). 	<ul style="list-style-type: none"> - Le dépôt, le stockage et les canalisations de transfert de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, qu'ils soient solides, liquides ou gazeux, d'origine chimique, minérale ou organique y compris ceux liés aux activités agricoles ou à l'exploitation des bois (stockages d'engrais, produits phytosanitaires, ensilages, lisiers, fumiers, purins, etc...) existants à la date de signature du présent arrêté et ceux nécessaires à la réalisation de l'assainissement : <ul style="list-style-type: none"> • Ils doivent être dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. • Les produits liquides de type hydrocarbures, engrais ou pesticides liquides sont stockés dans des cuves étanches à doubles enveloppes ou munies d'un bassin de rétention étanche. Les bassins ont une capacité égale au volume stocké et sont isolés des eaux pluviales pour éviter les débordements.
<i>En ce qui concerne les eaux usées et les rejets liquides</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le rejet d'eaux usées traitées et non traitées à l'exception du rejet d'eaux traitées domestiques issues d'un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur. 	

	Est interdit	Est réglementé
<i>En ce qui concerne les constructions,</i>	<ul style="list-style-type: none"> - La construction, quelle qu'en soit la nature, l'usage et l'objet, à l'exception de: <ul style="list-style-type: none"> - celle nécessaire à l'entretien et à l'exploitation du réseau public d'alimentation en eau potable, celle nécessaire à l'amélioration du système d'assainissement, - la reconstruction à l'identique après un sinistre, - la mise aux normes de l'existant, - l'extension de l'existant après avis favorable d'un hydrogéologue agréé. - La création de cimetières ou leur agrandissement 	
<i>En ce qui concerne les travaux agricoles et effluents d'origine agricole,</i>	<ul style="list-style-type: none"> - L'épandage des lisiers, des purins, des boues de station d'épuration des fientes de volailles (fertilisants azotés de type II). - Le drainage agricole. - La mise en culture ou le retournement de parcelles qui ne le sont pas actuellement ainsi que de toutes les prairies à l'exception de celles entrant dans une rotation d'une durée inférieure ou égale à 5 ans. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles qui pourraient le justifier (destruction du couvert par le gibier, par des larves d'insectes...), le labour pourra être toléré sous réserve qu'aucun traitement phytosanitaire ne soit appliqué sur la parcelle concernée et qu'une prairie soit réimplantée à la place dans les meilleurs délais. - Le labour des terres parallèlement à la pente vers la source de Marlinvaux. - La culture hautement intensive notamment le maraîchage, les serres, les pépinières. - La création, l'extension de silos produisant des jus de fermentation - Le pâturage d'animaux, à moins de 300 mètres en amont et 50 mètres en aval des limites de protection immédiate. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'épandage de fertilisants azotés de type I et III et les pratiques susceptibles de générer des pollutions diffuses d'origine agricole. Les prescriptions relatives à ces mesures sont précisées en annexe I du présent document. Si les teneurs en nitrates devaient encore progresser, il pourra être fixé des prescriptions d'emploi de fertilisants et d'amendement organique, plus restrictives que celles prévues dans le présent document. - Le pâturage au-delà d'une distance de 300 mètres en amont et 50 mètres en aval des limites de protection immédiate. Il ne doit pas conduire à la destruction du couvert

	Est interdit	Est réglementé				
	<p>- La mise en place d'abreuvoirs, de râteliers, d'installations mobiles de traite, d'abris d'animaux à moins de 300 mètres des limites du périmètre de protection immédiate.</p> <p>Nonobstant ce qui précède, ce type d'installation sera placée le plus loin possible du point d'eau en fonction de la configuration de la parcelle.</p>	<p>herbacé et doit être adapté aux conditions de portance du terrain. Toute détérioration du sol et de son couvert végétal entraînera le retrait immédiat de la totalité des animaux qui ne pourra être réintroduite qu'après reconstitution de la végétation.</p> <p>En fonction de l'apport en fertilisation azotée minérale à la parcelle ou îlot homogène, les valeurs maximales de pâturage à respecter sont les suivantes :</p> <table><tr><td>Fertilisation azotée minérale maximum annuelle à la parcelle ou îlot homogène</td><td>Sur l'année, nombre de jours de pâturage cumulés maximum, pour un équivalent vache laitière</td></tr><tr><td>40 kg/ha</td><td>390 jours/ha</td></tr></table> <p>Ces pratiques s'entendent sans affouragement à la parcelle.</p> <p>Pour chaque parcelle ou îlot homogène, l'exploitant concerné tient un cahier de pâturage comportant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la fertilisation azotée minérale maximale annuelle, retenue,- le nombre de jours de pâturage maximum annuel, qui en découle,- la période de pâturage,- le cheptel concerné. <p>Ce document, dont un modèle figure en annexe VII, permet à l'exploitant de dresser un bilan annuel du nombre de jours de pâturage cumulés à l'hectare.</p> <p>Ce cahier de pâturage pourra faire l'objet d'une vérification des services de l'Etat.</p> <ul style="list-style-type: none">- L'installation d'élevages existants. Ceux-ci sont mis aux normes en vigueur.- L'existence des silos qui produisent des jus de fermentation. Ils sont raccordés à des aires étanches.	Fertilisation azotée minérale maximum annuelle à la parcelle ou îlot homogène	Sur l'année, nombre de jours de pâturage cumulés maximum, pour un équivalent vache laitière	40 kg/ha	390 jours/ha
Fertilisation azotée minérale maximum annuelle à la parcelle ou îlot homogène	Sur l'année, nombre de jours de pâturage cumulés maximum, pour un équivalent vache laitière					
40 kg/ha	390 jours/ha					
En ce qui concerne les travaux forestiers,	<p>- Le défrichement (soit le fait de mettre fin à la destination forestière).</p> <p>Cette interdiction n'empêche pas l'entretien courant et normal de la forêt.</p>	<ul style="list-style-type: none">- La suppression du couvert forestier. Celui-ci doit être assuré par la poursuite normale de l'exploitation de la forêt.- La création de nouvelles aires de stockage				

	Est interdit	Est réglementé
	<ul style="list-style-type: none"> - La coupe rase (à blanc) réalisée à moins de 100 mètres des limites de protection immédiate . La définition de la coupe rase (à blanc) est précise. C'est la coupe du peuplement forestier. - Le traitement des bois coupés. - Le brûlage et l'écorçage, à moins de 100 mètres des limites de protection immédiate . - Le stockage de grumes, de bois d'industrie, et de bois de feu, d'une durée supérieure à 6 mois, à moins de 100 mètres des limites de protection immédiate . (Ne concerne pas le stockage de bois de chauffage domestique à titre individuel). - L'affouragement ou l'agrainage du gibier à moins de 200 m des limites de protection immédiate . 	<p>de bois qui devra prioritairement se faire en dehors de protection rapprochée , à défaut à l'aval . En cas de création ou d'extension de places existantes en amont , le projet nécessitera l'avis favorable d'un hydrogéologue agréé.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'utilisation de produits d'amendement, phytocides, phytosanitaires et répulsifs. Ces produits ne pourront être utilisés qu'en cas de nécessité pour le maintien du boisement des parcelles et qu'après avis favorable des services chargés de la police des eaux.
<i>En ce qui concerne les voies de communication,</i>		<ul style="list-style-type: none"> - La création de routes, routes forestières, pistes de débardage (sauf pour les pistes temporaires de débardages) et d'aires de stationnement. Les projets seront soumis à l'avis favorable d'un hydrogéologue agréé recueilli au préalable.
<i>Autres,</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le camping, le caravanning, les activités de loisirs nécessitant des installations fixes, les sports mécaniques (moto-cross, 4x4, quad,...). - L'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des routes et des voies ferrées. - La suppression des fossés, talus, haies, bandes enherbées, bandes boisées. - L'installation de décharges contrôlées, dépôts de détritux, déchetteries et dépôts de produits radioactifs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Tout projet de travaux important susceptible de modifier la structure ou la géométrie des sols ou risquant de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur écoulement. L'avis d'un hydrogéologue agréé est requis au préalable sur le projet. - Tout fait non explicitement cité mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques ou le sens d'écoulement.

- Toute précaution est prise pour éviter le déversement de substance polluante (fuite d'huile, de carburant des engins et matériels utilisés).
- Tout autre captage existant est mis aux normes en vigueur afin de ne pas créer un point de contamination des eaux superficielles.

7.3 – Travaux de mise en conformité à réaliser

- Aménager un accès jusqu'au portail du périmètre immédiat de la source.
- Prendre toute disposition pour que le ruisseau ne déborde pas.

Article 8 – Mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de notification du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 5, 6 et 7, il sera satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de deux ans.

Article 9 – Indemnisation des servitudes

Le syndicat des eaux de Marlinvaux indemnise :

- si cela n'a pas déjà été réalisé, les usagers, irrigants et autres usagers pour tous les dommages qu'ils peuvent prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux,
- tout propriétaire ou exploitant dont les terrains sont soumis à des servitudes nouvelles et dûment évaluées par suite de prescriptions particulières, imposées par la protection du point d'eau et de ses ouvrages annexes faisant l'objet du présent arrêté et non prévues dans la réglementation en vigueur.

L'indemnisation est examinée au cas par cas et justifiée par un dommage direct, matériel et certain.

Article 10 – Constatations aux infractions - sanctions

Les propriétaires de terrains et leurs locataires compris dans les périmètres de protection subordonnent leurs activités au respect des obligations imposées par la protection des eaux.

Toute infraction au présent arrêté, est constatée et sanctionnée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 11 – Institution des servitudes

Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Les limites des périmètres de protection et les servitudes précitées sont inscrites, le cas échéant, dans le Plan Local d'Urbanisme des communes de Godoncourt et Bousseraucourt dans un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 12 – Notification

La notification individuelle du présent arrêté est faite par lettre recommandée avec accusé de réception aux propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée ainsi qu'aux communes de Godoncourt et Bousseraucourt

Le président du syndicat des eaux de Marlinvaux est chargé d'effectuer cette formalité.

Les propriétaires des parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée informent les locataires et les exploitants des terrains, de l'établissement de la protection du point d'eau faisant l'objet du présent arrêté ainsi que des servitudes qui s'y rapportent.

Article 13 – Publication et exécution

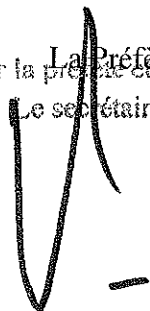
Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, de la Haute-Saône, le directeur départemental des territoires des Vosges et de la Haute-Saône, les directeurs généraux de l'agence régionale de santé de Franche-Comté et de Lorraine, le Président du syndicat des eaux de Marlinvaux, les maires de Bousseraucourt (70) et de Godoncourt (88) sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Une mention de l'arrêté d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine est publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département des Vosges et de la Haute-Saône, et une copie de l'arrêté est affichée pendant deux mois dans les Mairies susvisées.

Un avis au public est inséré dans deux journaux locaux des Vosges et de la Haute-Saône aux frais du demandeur par les soins de la Préfète des Vosges.

Epinal, le 9 FEV. 2012

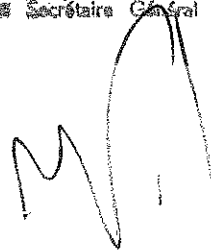
Pour la Préfète,
Le secrétaire général,



Vincent BERTON

Vesoul, le 9 FEV. 2012

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Wassim KAMEL

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

SDE DE MARLINVAUX

ANNEXES à L'ARRETE INTERPRECTORAL N° 222/2012

Annexe I : Un plan de situation du périmètre de protection rapprochée de la source de Marlinvaux au 1/20 000^{ème}.

Annexe II : Un plan parcellaire du tracé du périmètre de protection immédiate de la source de Marlinvaux au 1/500^{ème}.

Annexe III : Un plan parcellaire du tracé du périmètre de protection immédiate du réservoir de Bousseraucourt au 1/500^{ème}.

Annexe IV : Un plan parcellaire du tracé du périmètre de protection immédiate de la station de refoulement de Bousseraucourt au 1/2 000^{ème}.

Annexe V : Un plan parcellaire du tracé des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source de Marlinvaux au 1/5 000^{ème}.

Annexe VI : Un état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée de la source de Marlinvaux

Annexe VII : Prescriptions relatives aux épandages de fertilisants azotés et au pâturage.

Epinal, le 9 FEB. 2012

VU

Pour être annexé à mon arrêté
en date de ce jour,

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Vincent BERTON

Vesoul, le 9 FEB. 2012

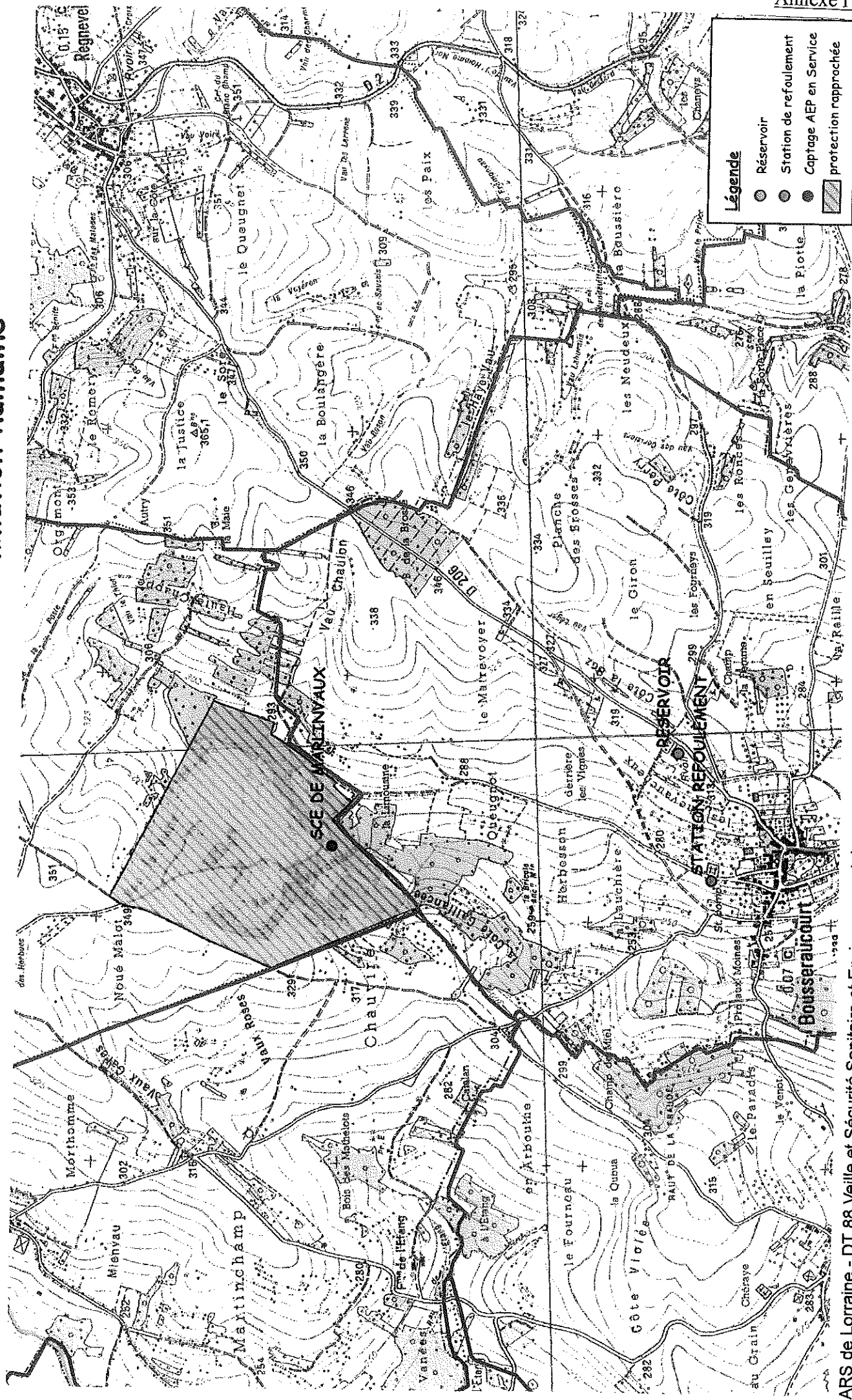
VU

Pour être annexé à mon arrêté
en date de ce jour,

Le Préfet,
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Wassim KAMEL

Périmètres de protection du Syndicat des Eaux de MARLINVAUX Captage d'eau destinée à la consommation humaine



ARS de Lorraine - DT 88 Veille et Sécurité Sanitaire et Environnementale
 Pour obtenir les limites précises des périmètres, il convient de se reporter à l'arrêté préfectoral de DUP

1:20 000

Date d'édition : 14/01/2011

DEPARTEMENT DES VOSGES

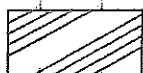
COMMUNE DE GODONCOURT

PERIMETRE DE PROTECTION
DU CAPTAGE DE LA SOURCE
DE MARLINVAUX

POSITION DE L'OUVRAGE

LÉGENDE

Périmètres de protection

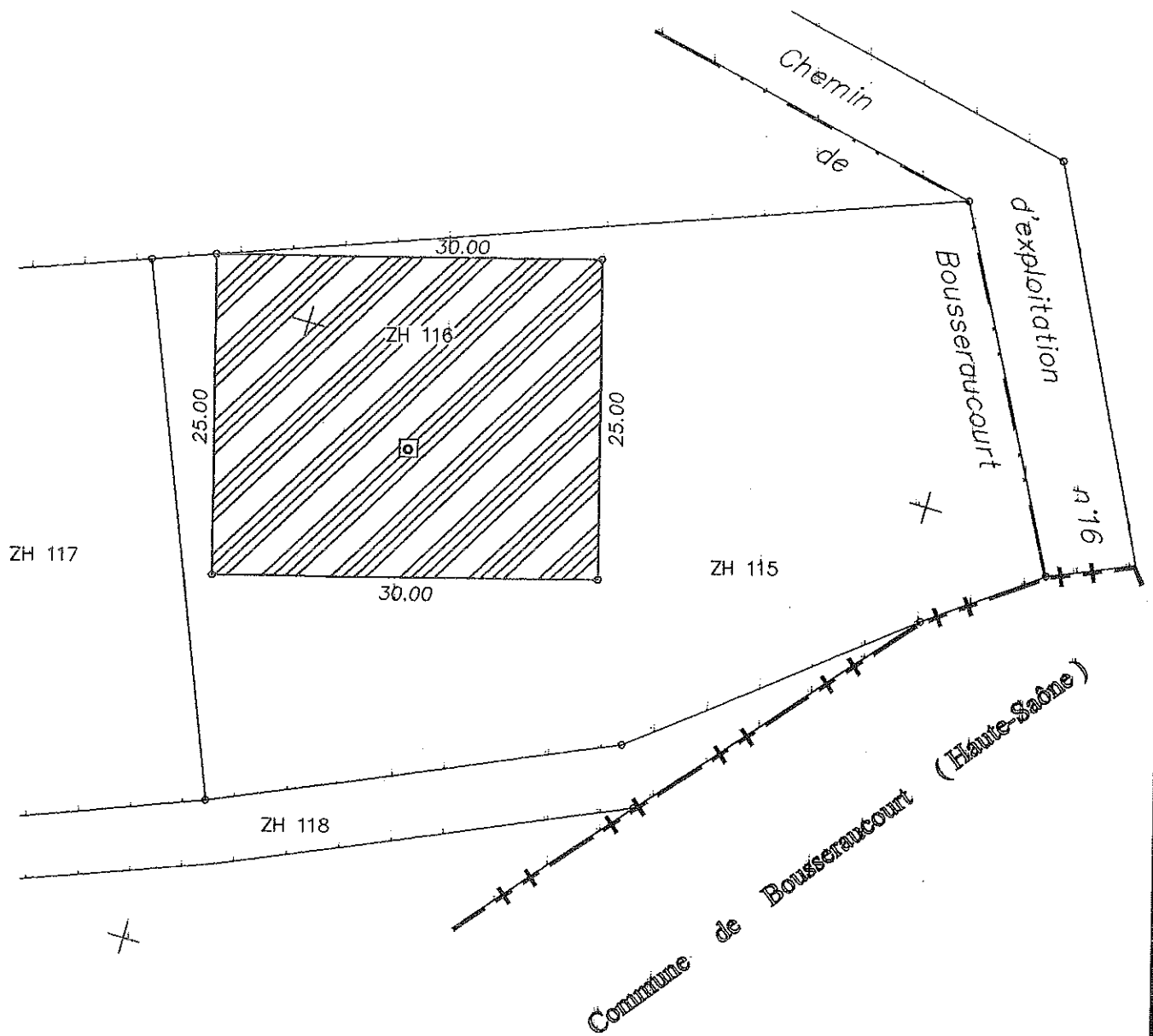
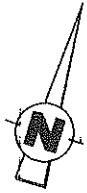


Immédiat

DOSSIER N° 08603 - 24 Novembre 2008 - Echelle : 1/ 500 - Dessiné par M.D.

GE

Dressé par le Cabinet J.P. CARDINAL Géomètre-Expert D.P.L.G.
15 Place de Verdun - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS
Tél. - Fax. : 03 25 90 02 31



DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAÔNE

COMMUNE DE BOUSSERAUCOURT

PERIMETRE DE PROTECTION

DU RESERVOIR

DE BOUSSERAUCOURT

LEGENDE

Périmètres de protection

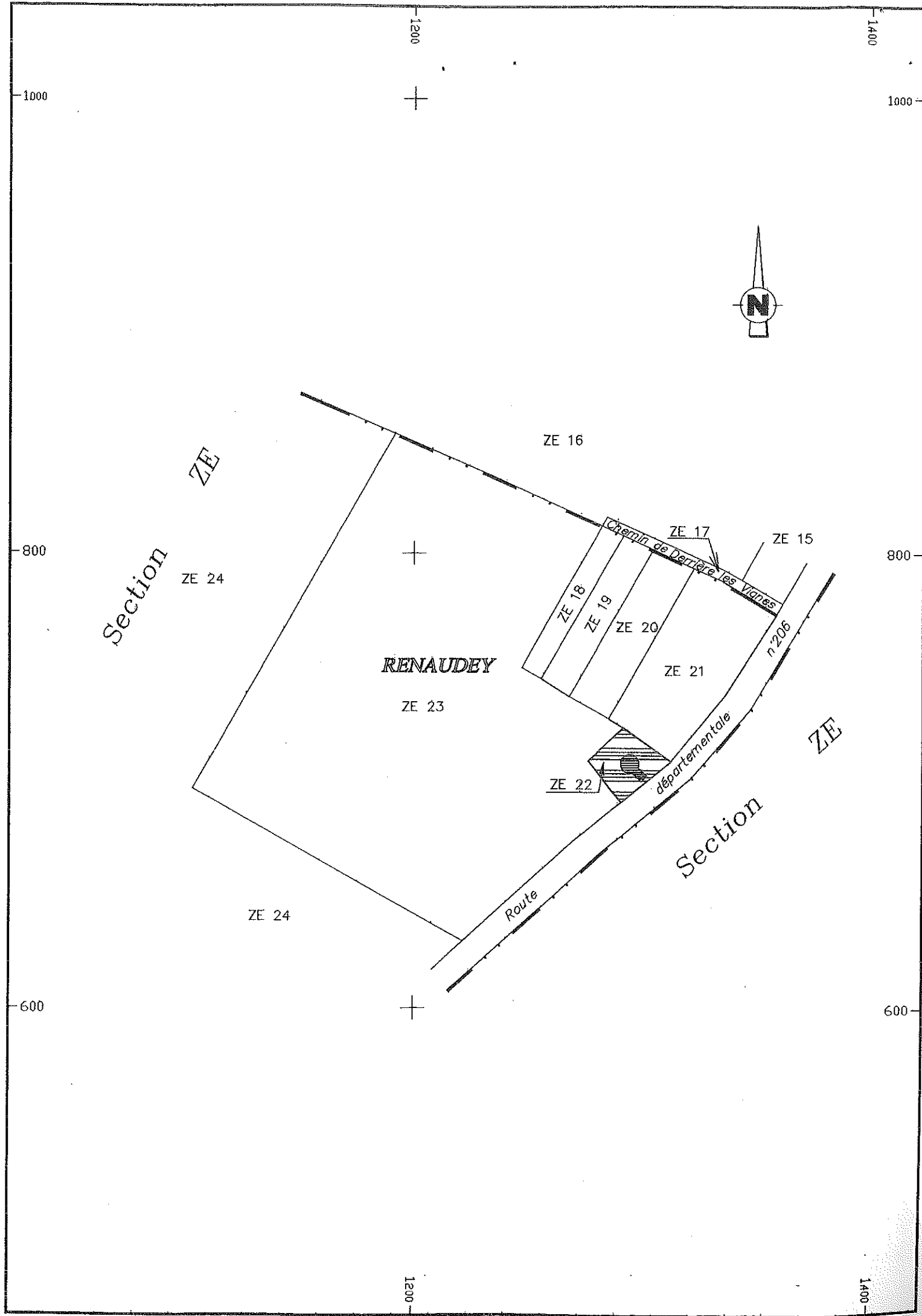


Immédiat

DOSSIER N° 08603 – 24 Novembre 2008 – Echelle : 1/2000 – Dessiné par M.D.

GE

Dressé par le Cabinet J.P. CARDINAL Géomètre-Expert D.P.L.G.
15 Place de Verdun – 52400 BOURBONNE-LES-BAINS
Tél. – Fax. : 03 25 90 02 31



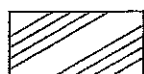
DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAÔNE

COMMUNE DE BOUSSERAUCOURT

PERIMETRE DE PROTECTION
DE LA STATION DE REFOULEMENT
DE BOUSSERAUCOURT

LEGENDE

Périmètres de protection

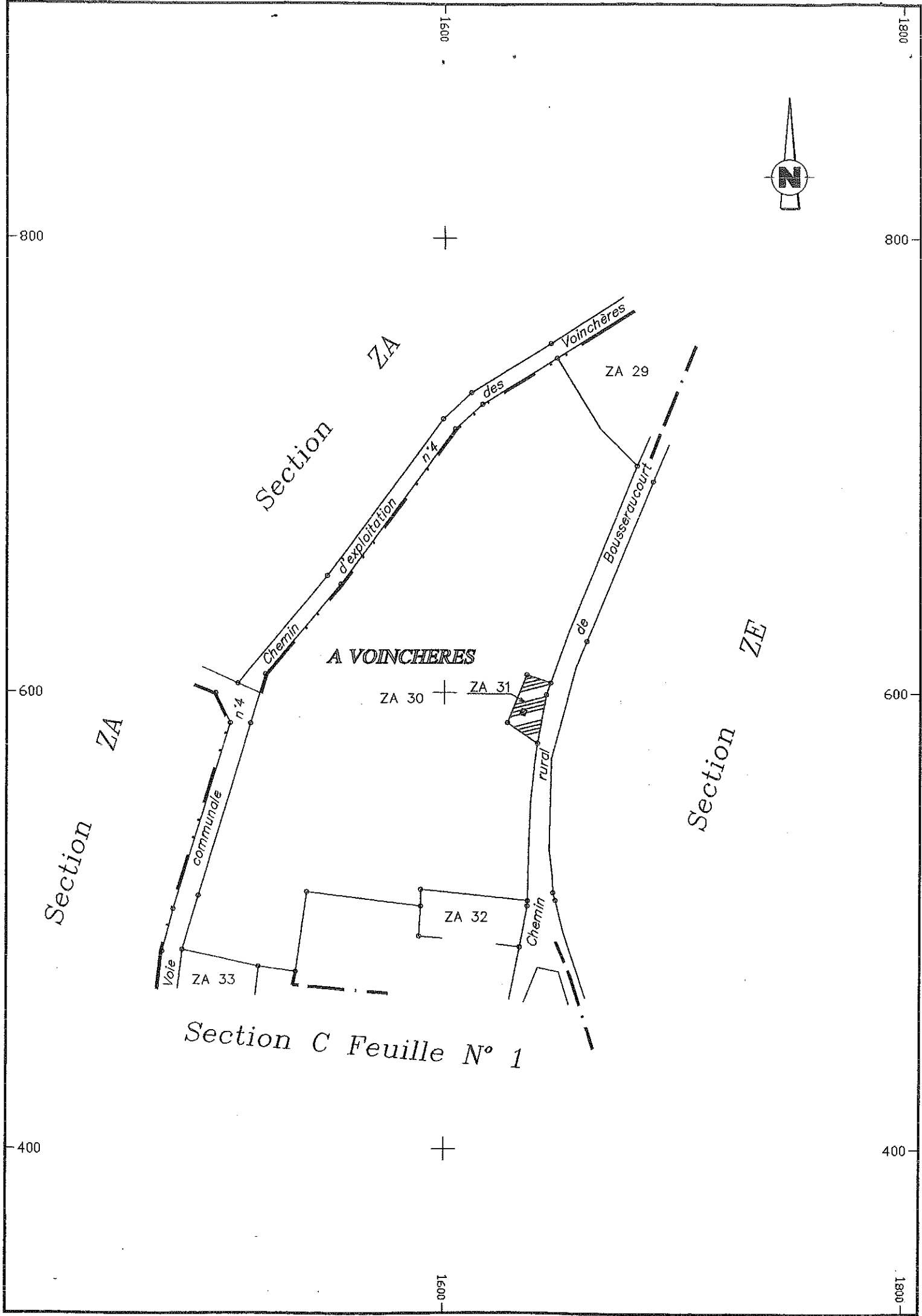


Immédiat

DOSSIER N° 08603 – 24 Novembre 2008 – Echelle : 1/2000 – Dessiné par M.D.

GE

Dressé par le Cabinet J.P. CARDINAL Géomètre-Expert D.P.L.G.
15 Place de Verdun – 52400 BOURBONNE-LES-BAINS
Tél. – Fax. : 03 25 90 02 31



DEPARTEMENT DES VOSGES

COMMUNE DE GODONCOURT

PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE LA SOURCE DE MARLINVAUX

LEGENDE

Périmètres de protection

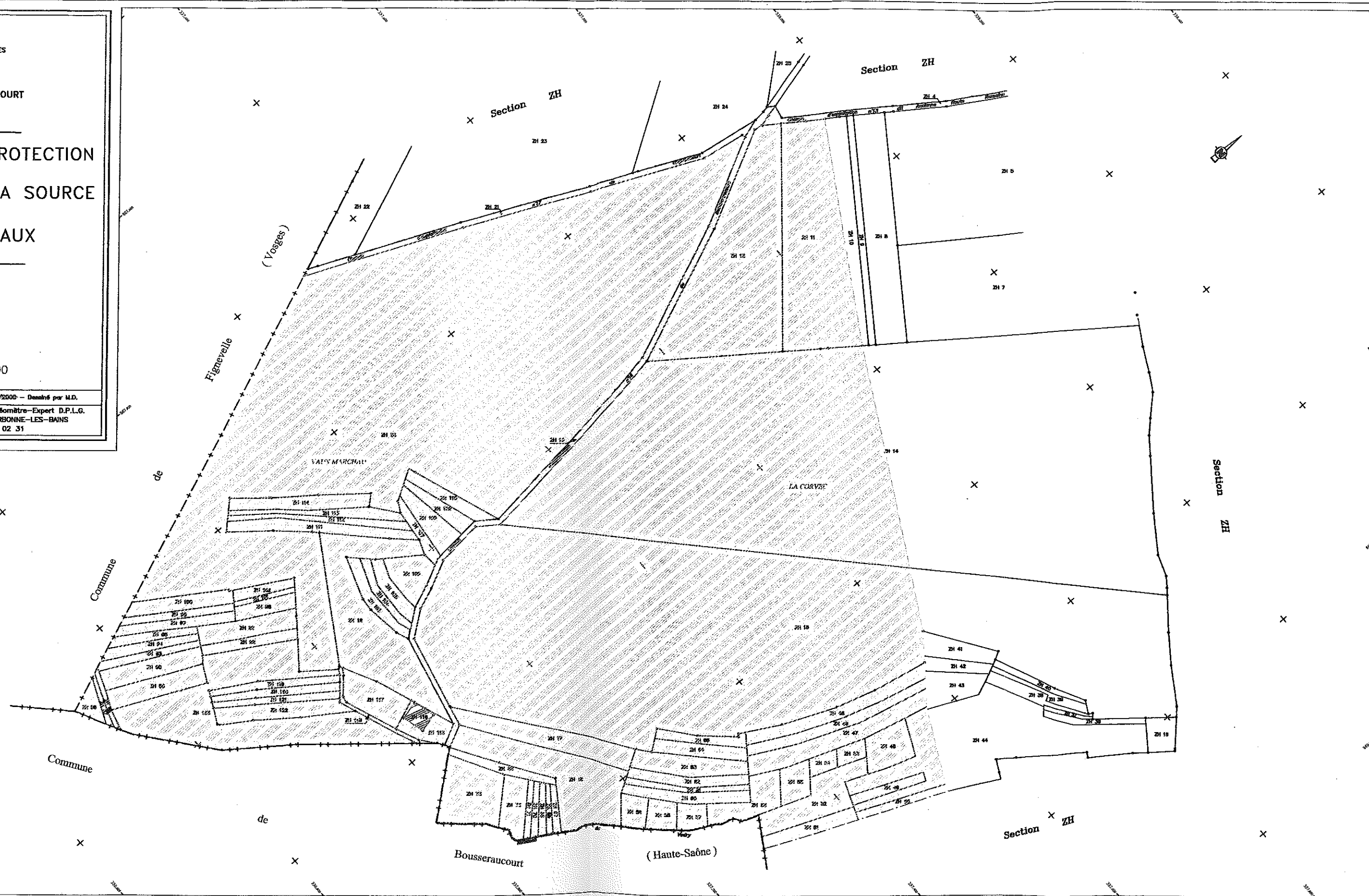
Immédiat

Rapproché

ECHELLE: 1/5000

DOSSIER N° 08003 - 24 Novembre 2008 - Echelle: 1/5000 - Dessiné par M.D.

Dressé par le Cabinet J.P. CARDINAL Géomètre-Expert D.P.L.G.
15 Place de Verdun - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS
Tél. - Fax. : 03 25 90 02 31



DEPARTEMENT DES VOSGES

COMMUNE DE GODONCOURT

PERIMETRE DE PROTECTION
DE LA SOURCE DE MARLINVAUX

ETAT PARCELLAIRE

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun – 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax :03 25 90 02 31				Périmètre de Protection de la Source de Marivaux				Commune de 88410 GODONCOURT				ETAT PARCELLAIRE Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :										Page n°1 Dossier n° 08603				
N° Parcel laire	RENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MATRICE CADASTRALE				Section	N°	Lieux-dits	Contenance			Nature	N° Terrier	Zone Immédiate			Zone Rapprochée			Zone Eloignée			Reliquat			Observations	
	Propriétaires inscrits	Foncière de la						Ha	A	Ca			Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca		
	Association Foncière de la commune de Godoncourt Mairie 88410 GODONCOURT	ZH	4	Chemin d'exploitation n°13 dit Ancienne Route Romaine				34	98				0	00	7	56		0	00		0	00	27	42		
	Commune de Fignevelle Mairie 88410 FIGNEVELLE	ZH	11	La Corvée				2	46	04				0	00	2	46	04		0	00		0	00		
	SCHILSONG Claude, Raymond, Henri demeurant, 40 Rue Basse 88410 FIGNEVELLE	ZH	12	La Corvée				3	04	04				0	00	3	04	04		0	00		0	00		
	Association Foncière de la commune de Godoncourt Mairie 88410 GODONCOURT	ZH	13	Chemin d'exploitation n°16 de Bousseraucourt				75	60					0	00		75	60			0	00		0	00	
	JACQUOT Gérard DURIEUX Martine demeurant ensemble 201 Grande Rue 88410 FIGNEVELLE	ZH	14	La Corvée				21	96	96				0	00	10	58	28		0	00	11	38	68		
	JACQUOT Christian époux de CLOS Françoise, demeurant 18 Chemin sous Arrioux 64121 MONTARDON	ZH	15	La Corvée				19	35	17				0	00	14	95	97			0	4	39	20		
	np : AUDINOT Claude, Maurice, Jules époux de AUBERTIN Florence 33 Rue du Maréchal Leclerc 52310 BOLOGNE us : AUDINOT Claude, Roger, Jules époux de MATHIEU Annette 33 Rue du Maréchal Leclerc 52310 BOLOGNE us : MATHIEU Annette, Rose, Marie épouse de AUDINOT Claude 52310 MARAULT	ZH	17	La Corvée				63	31					0	00	63	31			0	00		0	00		
	np : AUDINOT Claude, Maurice, Jules époux de AUBERTIN Florence 33 Rue du Maréchal Leclerc 52310 BOLOGNE us : AUDINOT Claude, Roger, Jules époux de MATHIEU Annette 33 Rue du Maréchal Leclerc 52310 BOLOGNE us : MATHIEU Annette, Rose, Marie épouse de AUDINOT Claude 52310 MARAULT	ZH	18	La Corvée				1	28	78				0	00	1	28	78			0	00		0	00	

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax :03 25 90 02 31				Périmètre de Protection de la Source de Marlinvaux			Commune de 88410 GODONCOURT			ETAT PARCELLAIRE Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :										Page n° 2 Dossier n° 08603		
N° Parcel laire	Propriétaires inscrits	Section	N°	Lieux-dits	Contenance			Nature	N°	Zone Immédiate			Zone Rapprochée			Zone Eloignée			Reliquat			Observations
					Ha	A	Ca			Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	
	SCHILSONG Claude, Raymond, Henri demeurant, 40 Rue Basse 88410 FIGNEVELLE	ZH	19	Vaux Marchaux	1	67	21			0	00	1	67	21		0	00		0	00		
	SCHILSONG Claude, Raymond, Henri demeurant, 40 Rue Basse 88410 FIGNEVELLE	ZH	20	Vaux Marchaux	21	08	67			0	00	21	08	67		0	00		0	00		
	Association Foncière de la commune de Godoncourt Mairie 88410 GODONCOURT	ZH	21	Chemin d'exploitation n°17 de Grignoncourt		45	67			0	00		45	67		0	00		0	00		
	HOYET Monique, Juliette épouse SIMON 2 Impasse de la Vigne du Moulin 44470 CARQUEFOU	ZH	44	La Corvée	2	59	10			0	00		59	88		0	00	1	99	22		
	VILLARD Louis, Léon, Maurice époux BERTRAND demeurant Rue de la Gare 39110 ANDELOT-EN-MONTAGNE	ZH	45	La Corvée		46	90			0	00		46	90		0	00		0	00		
	MONNERET Pierrette, Marie, Cécile épouse CIRY demeurant 50 rue de Monfureux 88320 TIGNECOURT	ZH	46	La Corvée		33	00			0	00		33	00		0	00		0	00		
	BERTOT Marie, Paule, Camille épouse BERTRAND demeurant Le Bas 88250 LA BRESSE	ZH	47	La Corvée		60	90			0	00		60	90		0	00		0	00		
	BERTOT Marie, Paule, Camille épouse BERTRAND demeurant Le Bas 88250 LA BRESSE	ZH	48	La Corvée		28	20			0	00		28	20		0	00		0	00		
	BERTRAND Charles, Henri demeurant 88410 GODONCOURT	ZH	49	La Corvée		12	50			0	00		12	50		0	00		0	00		
	TARD Michel, Georges, époux LAURENT demeurant 70500 BOUSSERAUCOURT	ZH	50	La Corvée		12	20			0	00		12	20		0	00		0	00		
	np: PAULIN Josette, Janine épouse CANET demeurant 52400 NEUVELLE-LES-VOISEY us : HENRY Simone, Jeanne Veuve PAULIN demeurant 70500 BOUSSERAUCOURT	ZH	51	La Corvée		21	80			0	00		21	80		0	00		0	00		
	DETROYE Pierre, Camille époux DOUCET demeurant 70500 CORRE	ZH	52	La Corvée		56	10			0	00		56	10		0	00		0	00		
	BOUVIER Jean, Armand, Achille époux COULON demeurant 70500 BOUSSERAUCOURT	ZH	53	La Corvée		9	20			0	00		9	20		0	00		0	00		

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax : 03 25 90 02 31				Périmètre de Protection de la Source de Marlinvaux				Commune de 88410 GODONCOURT				ETAT PARCELLAIRE Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :												Page n° 3 Dossier n° 08603			
N° Parcelle	Propriétaires inscrits	Section	N°	Lieux-dits	Contenance			Nature	N° Terrier	Zone Immédiate			Zone Rapprochée			Zone Eloignée			Reliquat			Observations					
					Ha	A	Ca			Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca						
	np PAULIN Josette, Janine épouse CANET demeurant 52400 NEUVILLE-LES-VOISEY us : HENRY Simone, Jeanne Veuve PAULIN demeurant 70500 BOUSSERAUCOURT	ZH	54	La Corvée		9	20				0	00		9	20		0	00		0	00						
	np : DISPOT Catherine, Marie demeurant 17 Grande Rue 70170 BOUGNON us : DISPOT Jean, Victor, Célestin BERTRAND Odette, Elise demeurant ensemble 10 Rue Haute 88410 FIGNEVELLE	ZH	55	La Corvée		18	70				0	00		18	70		0	00		0	00						
	BRETON Robert, Charles, Jules époux FRANCAIS demeurant 105 rue de Marey 88320 TIGNECOURT	ZH	56	La Corvée		32	50				0	00		32	50		0	00		0	00						
	POMMIER Michel, Louis demeurant 70 Grande Rue 52400 BOURBONNE-LES-BAINS	ZH	57	La Corvée		13	45				0	00		13	45		0	00		0	00						
	RAINGNIEZ épouse TISSOT demeurant 70210 VAUVILLERS RAINGNIEZ Georgette, épse DAVIOLI demeurant 70210 VAUVILLERS	ZH	58	La Corvée		15	26				0	00		15	26		0	00		0	00						
	np : AUDINOT Claude, Maurice, Jules époux AUBERTIN demeurant 33 Rue du Maréchal Leclerc 52310 BOLOGNE us : AUDINOT Claude, Roger, Jules époux de MATHIEU Annette 33 Rue du Maréchal Leclerc 52310 BOLOGNE	ZH	59	La Corvée		12	78				0	00		12	78		0	00		0	00						
	us : MATHIEU Annette, Rose, Marie épouse de AUDINOT Claude 52310 MARAULT np : HUOT-MARCHAND Guy, Victor demeurant 88260 NONVILLE us : HUOT-MARCHAND Régis, Marie époux MORLOT demeurant 88260 NONVILLE	ZH	60	La Corvée		24	10				0	00		24	10		0	00		0	00						
	BERTRAND Charles, Henri demeurant 88410 GODONCOURT	ZH	61	La Corvée		12	80				0	00		12	80		0	00		0	00						
	BERTRAND Charles, Henri demeurant 88410 GODONCOURT	ZH	62	La Corvée		21	45				0	00		21	45		0	00		0	00						

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun -- 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax :03 25 90 02 31				Périmètre de Protection de la Source de Marlivaux			Commune de 88410 GODONCOURT			N°		ETAT PARCELLAIRE Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :										Page n° 4 Dossier n° 08603		
N°	Parcel laire	Propriétaires inscrits	Section	N°	Lieux-dits	Contenance			Nature	N°	Zone Immédiate			Zone Rapprochée			Zone Eloignée			Reliquat			Observations	
						Ha	A	Ca			Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca		
		BERTRAND Charles, Henri demeurant 88410 GODONCOURT	ZH	63	La Corvée		37	10				0	00		37	10		0	00		0	00		
		BERTOT Marie, Paule, Camille épouse BERTRAND demeurant Le Bas 88250 LA BRESSE	ZH	64	La Corvée		20	85				0	00		20	85		0	00		0	00		
		BERTRAND Charles, Henri demeurant 88410 GODONCOURT	ZH	65	La Corvée		19	50				0	00		19	50		0	00		0	00		
		np : BERTRAND Alice, Marie, Thérèse demeurant 547 Route de Regnévelle 88410 GODONCOURT																						
		us : BERTRAND Paul, Julien, Césaire REMY Marie, Angèle demeurant ensemble 71 Rue de Maulpauux 88410 GODONCOURT	ZH	66	La Corvée		12	40				0	00		12	40		0	00		0	00		
		BERNARD Michel, Jean, Marie époux SNIRC demeurant 17 Rue du Paradis 88320 AINVELLE	ZH	67	La Corvée		5	60				0	00		5	60		0	00		0	00		
		TRIVAUDER Jules, Charles époux SIBILLE demeurant 88410 GRIGNONCOURT	ZH	68	La Corvée		4	82				0	00		4	82		0	00		0	00		
		BERNARD René, Robert, Honoré époux LAVAINE demeurant 85 Grande Rue 88410 GODOCOURT	ZH	69	La Corvée		6	95				0	00		6	95		0	00		0	00		
		BERNARD Daniel, André, Alain GEHIN Thérèse, Suzanne demeurant ensemble 10 Rue du Brenot 88410 FIGNEVELLE	ZH	70	La Corvée		7	04				0	00		7	04		0	00		0	00		
		np: MERLIN Marie-Christine épouse RAPIN demeurant 70240 LA CREUSE us : MERLIN René, Henri, Joseph BERNARD Colette, Marie demeurant ensemble 70000 FLAGY	ZH	71	La Corvée		6	30				0	00		6	30		0	00		0	00		
		np : BERTRAND Alice, Marie, Thérèse demeurant 547 Route de Regnévelle 88410 GODONCOURT																						
		us : BERTRAND Paul, Julien, Césaire REMY Marie, Angèle demeurant ensemble 71 Rue de Maulpauux 88410 GODONCOURT	ZH	72	La Corvée		25	90				0	00		25	90		0	00		0	00		

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun – 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél/Fax :03 25 90 02 31				Périmètre de Protection de la Source de Marlinvaux			Commune de 88410 GODONCOURT			ETAT PARCELLAIRE Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :			Page n° 5 Dossier n° 08603						
N° Parcel laire	Propriétaires inscrits	Section	N°	Lieux-dits	Contenance			Nature	N° Terrier	Zone Immédiate			Zone Rapprochée			Zone Eloignée			Observations
					Ha	A	Ca			Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	
	np : BERTRAND Alice, Marie, Thérèse demeurant 547 Route de Regnéville 88410 GODONCOURT us : BERTRAND Paul, Julien, Césaire REMY Marie, Angèle demeurant ensemble 71 Rue de Maulpauz 88410 GODONCOURT	ZH	73	La Corvée		59	20				0	00		59	20		0	00	
	BERTOT Andrée, Mauricette, Renée épouse LAURENT demeurant 70500 MONTCOURT	ZH	86	Vaux Marchaux		5	14				0	00		5	14		0	00	
	FERDINAND Roland René époux BARBIER demeurant 36 Rue du Pâquis 88410 GODONCOURT	ZH	87	Vaux Marchaux		3	56				0	00		3	56		0	00	
	Commune de GODONCOURT Mairie 88410 GODONCOURT	ZH	88	Vaux Marchaux		10	68				0	00		10	68		0	00	
	WEBER Cécile demeurant 16 Route des Vosges 88390 SANCHEY	ZH	89	Vaux Marchaux		33	12				0	00		33	12		0	00	
	THOMAS Hubert, Auguste, Modeste SYLVESTRE Micheline, Albertine demeurant ensemble 170 Rue du Couvent 88410 LES THONS	ZH	90	Vaux Marchaux		33	12				0	00		33	12		0	00	
	BERTOT Maurice, Charles, Albert époux LAMOTTE demeurant 70500 BETAUCOURT	ZH	92	Vaux Marchaux		19	00				0	00		19	00		0	00	
	BRETON Claude, Marie, Elise, Andrée épouse SILVESTRE demeurant 191 Grand Rue 88260 VIVIER-LE-GRAS BRETON Elise, Marguerite, Gilberte demeurant Etage 1, 4 Rue Pablo Picasso 21240 TALANT BRETON Emilie, Geneviève demeurant 206 Rue de France 88410 GRIGNONCOURT BRETON Odile, Marie, Cécile épouse LOGEROT demeurant Peloton Autoroutier Saint Domain 77130 MAROLLES-SUR-SEINE	ZH	93	Vaux Marchaux		13	17				0	00		13	17		0	00	
	BERNARD René, Robert, Honoré époux LAVAINE demeurant 85 Grande Rue 88410 GODONCOURT	ZH	94	Vaux Marchaux		15	20				0	00		15	20		0	00	
	WEBER Cécile demeurant 16 Route des Vosges 88390 SANCHEY	ZH	95	Vaux Marchaux		11	80				0	00		11	80		0	00	

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun – 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax :03 25 90 02 31				Périmètre de Protection de la Source de Marlinvaux				Commune de 88410 GODONCOURT				Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :				ETAT PARCELLAIRE				Page n° 6 Dossier n° 08603			
N° Parcel laire	Propriétaires inscrits	Section	N°	Lieux-dits	Contenance			N°	Zone Immédiate			Zone Rapprochée			Zone Eloignée			Reliquat			Observations		
					Ha	A	Ca		Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca			
	np : BERNARD Thierry, Georges, Alix époux MALGLAIVE demeurant 6 r Jean Clément 88000 CHANTRAINE BERNARD Michel, Pierre, André époux PARISOT demeurant 239 Rue de la Prairie 70360 PONTCEY us : BERNARD Claude, Alix, Armand époux FOSSADIER demeurant chez M. BERNARD Michel 239 Rue de la Prairie 70360 PONTCEY	ZH	96	Vaux Marchaux	32	40			0	00	32	40			0	00			0	00			
	WEBER Cécile demeurant 16 Route des Vosges 88390 SANCHEY	ZH	97	Vaux Marchaux	21	30			0	00	21	30			0	00			0	00			
	BERNARD René, Robert, Honoré époux LAVAINNE demeurant 85 Grande Rue 88410 GODONCOURT	ZH	98	Vaux Marchaux	15	30			0	00	15	30			0	00			0	00			
	BERTOT Marie, Paule, Camille épouse BERTRAND demeurant Le Bas 88250 LA BRESSE	ZH	99	Vaux Marchaux	15	30			0	00	15	30			0	00			0	00			
	THOMAS Hubert époux SILVESTRE demeurant 170 Rue du Couvent 88410 LES THONS	ZH	100	Vaux Marchaux	24	50			0	00	24	50			0	00			0	00			
	BERTOT Andrée, Mauricette, Renée épouse de LAURENT demeurant 70500 MONTCOURT	ZH	101	Vaux Marchaux	5	30			0	00	5	30			0	00			0	00			
	BERNARD René, Robert, Honoré époux LAVAINNE demeurant 85 Grande Rue 88410 GODONCOURT	ZH	102	Vaux Marchaux	10	40			0	00	10	40			0	00			0	00			
	SCHILSONG Claude, Raymond, Henri demeurant, 40 Rue Basse 88410 FIGNEVELLE	ZH	103	Vaux Marchaux	15	40			0	00	15	40			0	00			0	00			
	SCHILSONG Claude, Raymond, Henri demeurant, 40 Rue Basse 88410 FIGNEVELLE	ZH	104	Vaux Marchaux	10	70			0	00	10	70			0	00			0	00			
	DISPOT Marie, Rose, Simone, Andrée épouse HOFFERT demeurant 17 Rue du Commandant François 67100 STRASBOURG	ZH	105	Vaux Marchaux	16	20			0	00	16	20			0	00			0	00			

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun – 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax :03 25 90 02 31				Périmètre de Protection de la Source de Marlinvaux				Commune de 88410 GONDONCOURT				ETAT PARCELLAIRE Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :				Page n° 7 Dossier n° 08603						
N° Parcelle	Propriétaires inscrits	Section	N°	Lieux-dits	Contenance			Nature	N° Terrier	Zone Immédiate			Zone Rapprochée			Zone Eloignée			Reliquat			Observations
					Ha	A	Ca			Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	Ha	A	Ca	
	Etat par le Service des Domaines Propriétaires inconnus 6 Rue de Minimes 88000 EPINAL	ZH	106	Vaux Marchaux		25	62				0	00		25	62		0	00		0	00	
	BERTRAND Charles, Henri demeurant 88410 GONDONCOURT	ZH	107	Vaux Marchaux		13	47				0	00		13	47		0	00		0	00	
	np : DURIEUX Jean-Luc, Francis époux BERNARD demeurant 139 Rue du Coudot 88410 GONDONCOURT																					
	us : DURIEUX Marc, Lucien, Gabriel SYLVESTRE Huguette, Gilberte, Suzanne demeurant ensemble 88410 GONDONCOURT	ZH	108	Vaux Marchaux		29	47				0	00		29	47		0	00		0	00	
	np : DURIEUX Jean-Luc, Francis époux BERNARD demeurant 139 Rue du Coudot 88410 GONDONCOURT																					
	us : DURIEUX Marc, Lucien, Gabriel SYLVESTRE Huguette, Gilberte, Suzanne demeurant ensemble 88410 GONDONCOURT	ZH	109	Vaux Marchaux		16	20				0	00		16	20		0	00		0	00	
	LEBLOND Jacques demeurant 1 Impasse des Plaines 06110 LE CANET	ZH	110	Vaux Marchaux		14	80				0	00		14	80		0	00		0	00	
	JACOTIN Angèle demeurant 88410 GONDONCOURT	ZH	111	Vaux Marchaux		42	10				0	00		42	10		0	00		0	00	
	WEBER Régine, Suzanne demeurant Lotissement Devant la Grande Forêt 88390 SANCHEY	ZH	112	Vaux Marchaux		19	60				0	00		19	60		0	00		0	00	
	BERNARD René, Robert, Honoré époux LAVAINNE demeurant 85 Grande Rue 88410 GONDONCOURT	ZH	113	Vaux Marchaux		21	20				0	00		21	20		0	00		0	00	
	DISPOT Micheline, Renée épouse ROYER demeurant 41 Rue de la Chapelle 88800 BELMONT-SUR-VAIR	ZH	114	Vaux Marchaux		28	60				0	00		28	60		0	00		0	00	
	Syndicat Intercommunal pour l'alimentation en eau potable de Marlinvaux Mairie 70500 BOUSSERAUCOURT	ZH	115	Vaux Marchaux		17	36				0	00		17	36		0	00		0	00	
	Syndicat Intercommunal pour l'alimentation en eau potable de Marlinvaux Mairie 70500 BOUSSERAUCOURT	ZH	116	Vaux Marchaux		7	49				7	49		0	00		0	00		0	00	

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax : 03 25 90 02 31										Périmètre de Protection de la Station de Refoulement de BOUSSERAUCOURT										Commune de 70500 BOUSSERAUCOURT										Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :										ETAT PARCELLAIRE										Page n° 1 Dossier n° 08603																																																																															
RENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MATRICE CADASTRALE										N°										N°										Zone Immédiate										Zone Rapprochée										Zone Eloignée										Reliquat										Observations																																																											
Propriétaires inscrits Syndicat Intercommunal pour l'alimentation en eau potable de Marivaux Mairie 70500 BOUSSERAUCOURT										Section ZA										N° 31										Lieux-dits A Voinchères										Contenance Ha A Ca 3 14										Classe 14										Nature										N°										Zone Immédiate Ha A Ca 3 14										Zone Rapprochée Ha A Ca 0 00										Zone Eloignée Ha A Ca 0 00										Reliquat Ha A Ca 0 00										Observations									

[illegible]

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE

COMMUNE DE BOUSSERAUCOURT

**PERIMETRE DE PROTECTION
DU RESERVOIR DE BOUSSERAUCOURT**

ETAT PARCELLAIRE

Cabinet Jean Pierre CARDINAL Géomètre Expert, 17 Boulevard de Latre de Tassigny 52200 LANGRES - Tél : 03 25 87 02 58 - Fax : 03 25 88 97 41 - Email : cardinal.langres@wanadoo.fr
15 Place de Verdun 52400 BOURBONNE-LES-BAINS - Tél/Fax : 03 25 90 02 31 - Email : cardinal.blb@wanadoo.fr

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax : 03 25 90 02 31				Périmètre de Protection du réservoir de BOUSSERAUCOURT				Commune de 70500 BOUSSERAUCOURT				ETAT PARCELLAIRE Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :				Page n° 1 Dossier n° 08603																			
RENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MATRICE CADASTRALE				N°				Nature				Zone Immédiate				Zone Rapprochée				Zone Eloignée				Reliquat				Observations							
Propriétaires inscrits Syndicat Intercommunal pour l'alimentation en eau potable de Marlinvaux Mairie 70500 BOUSSERAUCOURT				Section ZE				Lieux-dits Renaudey				Contenance Ha A Ca 6 03				Classe Terrier				Ha A Ca 6 03				Ha A Ca 0 00				Ha A Ca 0 00				Ha A Ca 0 00			

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE

COMMUNE DE BOUSSERAUCOURT

**PERIMETRE DE PROTECTION
DE LA STATION DE REFOULEMENT DE BOUSSERAUCOURT**

ETAT PARCELLAIRE

Cabinet Jean Pierre CARDINAL, Géomètre Expert D.P.L.G. 15 Place de Verdun - 52400 BOURBONNE-LES-BAINS Tél-Fax : 03 25 90 02 31			Périmètre de Protection de la Station de Refoulement de BOUSSERAUCOURT			Commune de 70500 BOUSSERAUCOURT			Etabli le : 24 Novembre 2008 Modifié le :			ETAT PARCELLAIRE Page n° 1 Dossier n° 08603					
RENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA MATRICE CADASTRALE			N°			Zone Immédiate			Zone Rapprochée			Zone Eloignée			Reliquat		
Propriétaires inscrits			Section			Lieux-dits			Contenance			Classe			Terrier		
Syndicat Intercommunal pour l'alimentation en eau potable de Marlinvau Mairie 70500 BOUSSERAUCOURT			ZA 31			A Voinchères			3 14			0 00			0 00		
Observations																	

PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX EPANDAGES DE FERTILISANTS AZOTES**1 — MODALITES DE REALISATION DE L'EPANDAGE DES FERTILISANTS AZOTES****1.1 - Niveau d'apport**

Les apports de toute nature en fertilisants azotés sont limités aux besoins en azote des cultures.

Ces apports doivent s'établir sur les besoins prévisibles des cultures et prennent en compte les fournitures en azote du sol et tous les types d'apport azotés hors lisiers, boues de station d'épuration et des produits similaires qui pourraient être dérivés, dont l'utilisation est interdite en périmètre de protection rapprochée.

L'élaboration des plans de fumure se fera au moyen des modèles donnés au point « 3 — PLAN DE FUMURE ET CAHIER D'EPANDAGE »

1.2 - Période d'interdiction d'épandage

Les apports de fertilisation azotés sont interdits dans les périodes ci-après :

Critère de détermination	Type de fertilisants	
	TYPE I	TYPE III
	C/N > 8	Fertilisants de synthèse
Exemple	- fumier pailleux	- ammonitrate - urée et autres fertilisants de synthèse
Grandes cultures d'automne ou CIPAN	Aucune interdiction	Du 1 ^{er} septembre au 15 janvier
Grandes cultures de printemps	Du 1 ^{er} juillet au 30 novembre	Du 1 ^{er} juillet jusqu'au semis
Prairies de plus de six mois	Aucune interdiction	Du 1 ^{er} octobre au 15 février
Sols non cultivés	Toute l'année	Toute l'année

1.3 - Epandage sur les terrains en pente

Toutes précautions sont prises pour que les ruissellements n'entraînent pas les fertilisants en dehors des parcelles d'épandage.

1.4 - Epandage sur sol inondé, gelé ou couvert de neige

Les conditions d'épandage sont autorisées dans les conditions suivantes :

Critère de détermination	Type de fertilisants	
	TYPE I	TYPE III
	C/N > 8	Fertilisants de synthèse
Exemple	- fumier pailleux	- ammonitrate - urée et autres fertilisants de synthèse
Sol inondé	Interdit	Interdit
Sol couvert de neige	Autorisé sur sol couvert interdit sur sol nu	Interdit
Sol pris en masse par le gel (gel profond)	Autorisé	Interdit

2 — FRACTIONNEMENT DE LA FUMURE AZOTE MINERALE

Sauf conditions climatiques exceptionnelles, les apports d'azote sont réalisés de façon fractionnée pour :

- Culture d'hiver : 2 apports minimum
 - Céréales : en sortie d'hiver et au stade épi à 1 cm
 - Colza : en sortie d'hiver et entre les stades B₂ et C₂
- culture de printemps
 - *Maïs :
 - Cas général : un seul apport entre la levée et le stade 5 feuilles
 - En cas d'équipement pour apport localisé sur le rang, un fractionnement peut être réalisé 30 et 40 unités à la levée, le solde en apport localisé en cours de montaison.
 - Orge auto consommée : un seul apport au tallage
 - Orge de brasserie : un seul apport entre la levée et le stade 2 feuilles

Pour les autres cultures de printemps, le fractionnement n'est pas rendu obligatoire.

3 — PLAN DE FUMURE ET CAHIER D'EPANDAGE

Chaque exploitant agricole tient à jour un cahier d'enregistrement des pratiques de fertilisation azotées à la parcelle suivant le modèle ci-dessous :

MODÈLE DE PLAN PRÉVISIONNEL DE FUMURE

Ilot, (nom, n°)	Surface	Culture prévue	Inter culture	Période d'implantation prévue (uniquement pour les prairies)	Rendement prévu	Dose d'azote à apporter par ha	Fumure azotée organique à prévoir				Fumure minérale à prévoir	
							Période d'épandage prévue .	Type et teneur en azote total	Quantité (m ³ ou t par ha)	Apport d'azote organique par ha	Période d'épandage prévue	Nombre d'unités d'azote prévues par ha

MODÈLE DE CAHIER D'ENREGISTREMENT DES PRATIQUES

Ilot, (nom, n°)	Surface	Culture en place	Inter culture	Date d'implantation (uniquement pour les prairies)	Fertilisants organiques épandus.				Engrais minéraux épandus		Apports azotés totaux à l'ha	Date de récolte Rendement
					Date	Type et teneur en azote total	Quantité (m ³ ou t par ha)	Apport d'azote organique par ha	Date	Apport d'azote minéral par ha		

Cahier d'épandage et plan de fumure peuvent être consultés à tout moment par les agents chargés de la police de l'eau.

4 — GESTION ADAPTEE DES TERRES

4.1 - Couverture du sol en hiver

Il est nécessaire de maintenir un couvert végétal des surfaces labourables jusqu'au mois de novembre chaque fois que cela est agronomiquement et climatiquement possible.

4.2 - Exposition à proximité des cours d'eau

- La végétation rivulaire est maintenue le long des cours d'eau
- un espace non labouré de 10 m minimum est maintenu le long des cours d'eau.

Pâturage en périmètre de protection rapprochée des captages d'eau potable

CAHIER DE PÂTURAGE

Nom usuel de la parcelle :
Numéro(s) d'îlot(s) PAC :
SAU en ha :

fertilisation azotée minérale retenue : kg/ha
d'où nombre de jours de pâturage :
maximum retenus : jours/ha

	début	fin	Nombre de jours (a)	Type et nombre d'animaux	Equivalent laitière (*) (b)	Nombre de jours « équivalent VL » (a x b)	Total cumulé en jours
Période 1							
Période 2							
Période 3							
Période 4							
Période 5							
Période 6							
Période 7							
Période 8							
(*) voir tableau de conversion							Total général =
							Total / ha =

TABLEAU DE CONVERSION VACHE LAITIÈRE / AUTRES ATELIERS

Libellé	N produit sur l'année	Equivalent * « Vache Laitière »
Vache laitière	85,0	1
Vache nourrice, sans son veau	67,0	0,8
Femelle > 2 ans	53,0	0,6
Mâle > 2 ans	72,0	0,85
Femelle 1-2 ans, croissance	42,0	0,5
Mâle 1-2 ans, croissance	42,0	0,5
Bovin 1-2 ans, engraissement, vache de réforme	40,0	0,5
Femelle < 1 an	25,0	0,3
Mâle 0-1 an, croissance	25,0	0,3
Mâle 0-1 an, engraissement	20,0	0,2
Broutard < 1 an, engraissement	27,0	0,3
Brebis	10,0	0,1
Brebis laitière	10,0	0,1
Bélier	10,0	0,1
Agnelle	5,0	0,06
Chèvre	10,0	0,1
Bouc	10,0	0,1
Chevrette	5,0	0,06
Cheval	44,0	0,5
Cheval (lourd)	51,0	0,6
Jument seule	37,0	0,4
Jument seule (lourd)	44,0	0,5
Jument suitée	44,0	0,5
Jument suitée (lourd)	51,0	0,6
Poulain 6 mois – 1 an	18,0	0,2
Poulain 6 mois – 1 an (lourd)	22,0	0,25
Poulain 1-2 ans	37,0	0,4
Poulain 1-2 ans (lourd)	44,0	0,5

* valeur calculée en début de saison de pâturage

EXEMPLE DE CALCUL

Une parcelle de 3 ha, recevant 40 kg d'azote/ha en fertilisation annuelle moyenne, est exploitée ainsi :

-du 15 avril au 1^{er} mai (soit 17 jours), pâture par 9 vaches laitières la journée (en « phase de transition », les vaches rentrent aux bâtiments la nuit – on estime 60 % leur temps de présence sur la parcelle).

-du 2 mai au 10 juin (soit 40 jours), pâture par 9 vaches laitières.

-du 11 juin au 14 août (soit 65 jours), pâture par 6 vaches laitières.

-du 15 août au 16 octobre (soit 63 jours), pâture par 4 génisses de plus de 2 ans et 2 vaches de réforme.

Le nombre de jours de pâture cumulé, en « équivalent vaches laitières », est le suivant :

$$(17 \text{ j} \times 0,6 \times 9) + (40 \text{ j} \times 9) + (65 \text{ j} \times 6) + (63 \text{ j} \times [4 \times 0,6 + 2 \times 0,5])$$

$$= 91,8 + 360 + 390 + 214 = 1\,056 \text{ jours cumulés}$$

$$\text{soit, par hectare} = 1\,056/3 = 352 \text{ jours}$$

Cette pratique de pâturage respecte donc bien le maximum de 390 jours de pâture/ha.

Pâturage en périmètre de protection rapprochée des captages d'eau potable

CAHIER DE PÂTURAGE

Nom usuel de la parcelle : Pré Grand-Mère
 Numéro(s) d'ilot(s) PAC : 17,18
 SAU en ha : 3 ha

fertilisation azotée minérale retenue : 40 kg/ha
 d'où nombre de jours de pâturage : 390 jours/ha
 maximum retenus

début	fin	Nombre de jours (a)	Type et nombre d'animaux	Equivalent vache laitière (*) (b)	Nombre de jours « équivalent VL » (a x b)	Total cumulé en jours
Période 1	15/04	17 j	9 VL en transition	9 x 0,6 = 5,4	92 j	92
Période 2	02/05	40 j	9 VL	9	360 j	452
Période 3	11/06	65 j	6 VL	6	390 j	842
Période 4	15/08	63 j	4 génisses > 2 ans 2 vaches réforme	3,4	214 j	1 056
Période 5						
Période 6						
Période 7						
Période 8						
Total général = 1 056 jours						
Total / ha = 352 jours/ha						

(*) voir tableau de conversion